

COLOMBIE : attaques contre des syndicalistes

Défendre les droits des travailleurs de l'industrie agroalimentaire

Le 10 février 2007, des menaces de mort émanant de paramilitaires et adressées au SINALTRAINAL, le Syndicat national des travailleurs de l'industrie agroalimentaire, ont été glissées sous la porte des bureaux de l'Association des travailleurs départementaux (ASTDEMP) à Bucaramanga, dans le département de Santander. Les auteurs du message désignaient nommément plusieurs militants du SINALTRAINAL, qualifiés de « *syndicalistes terroristes de Coca-Cola* ». Ils leur enjoignaient de mettre un terme aux troubles dans la société Coca-Cola « *car ils avaient déjà causé suffisamment de dégâts* » et les avertissaient que, s'ils ne s'y pliaient pas, ils deviendraient des objectifs militaires pour des groupes paramilitaires. La société Coca-Cola a expliqué à Amnesty International, dans une lettre datée de juin 2007, qu'elle avait été à plusieurs reprises en contact avec les autorités colombiennes à propos des menaces de mort contre les militants du SINALTRAINAL et qu'elle les avait appelées à enquêter sur ces menaces et à assurer la sécurité des syndicalistes concernés. Ainsi, dans une lettre en date du 12 février 2007, Coca-Cola Fomento Económico Mejicano S.A. (Coca-Cola FEMSA) avait demandé aux autorités de prendre des mesures pour assurer la sécurité de **Javier Correa**, **Luis García**, **Domingo Flores** et **Nelson Pérez**, cités dans des menaces de mort deux jours plus tôt.

Le 18 août 2006, une lettre de menaces avait été envoyée au domicile d'**Héctor Jairo Paz**, l'un des dirigeants de la branche de Bugalagrande du SINALTRAINAL. Cette lettre était, semble-t-il, rédigée sous la forme d'un message de condoléances, comme c'est souvent le cas, et elle était signée du groupe paramilitaire Muerte a sindicalistas (MAS, Mort aux syndicalistes). Héctor Jairo Paz, employé à l'usine Nestlé de Colombia S.A. de Bugalagrande, a reçu ces menaces dix jours après celles proférées à l'encontre des dirigeants de la branche de Bugalagrande du SINALTRAINAL, lors d'une manifestation du syndicat contre le licenciement de 90 employés. Le 4 juin 2007, Nestlé a indiqué dans une lettre à Amnesty International que CICOLAC et Nestlé de Colombia avaient demandé aux autorités colombiennes de prendre des mesures afin d'assurer la sécurité d'Héctor Jairo Paz. La société lui aurait aussi directement proposé de l'aide.

Ces dernières années, des membres du SINALTRAINAL ont été impliqués dans plusieurs conflits sociaux, souvent avec de grandes sociétés multinationales.

La plupart du temps, ces conflits étaient accompagnés de témoignages faisant état de violations des droits fondamentaux à l'encontre de syndicalistes.

Qui sont les responsables de ces atteintes aux droits humains ?

Une grande part des atteintes aux droits humains commises contre des syndicalistes ne peut être attribuée à aucun groupe en particulier. Toutefois, lorsque la responsabilité est évidente, il s'avère qu'elle est en très grande partie imputable aux forces de sécurité et aux groupes paramilitaires soutenus par l'armée. Dans un certain nombre de cas, elle a été attribuée à des organisations de la guérilla.

Depuis quarante ans, la Colombie est le théâtre d'un conflit armé qui oppose les forces militaires et paramilitaires à des mouvements de guérilla, dont les Fuerzas Armadas Revolucionarias de Colombia

(FARC, Forces armées révolutionnaires de Colombie) constituent le groupe le plus important. Bien que l'on constate une diminution de certains types de violence liée au conflit armé, il n'en reste pas moins que la situation en matière de droits humains demeure difficile en Colombie. Toutes les parties au conflit continuent de commettre des crimes de guerre, des crimes contre l'humanité et d'autres atteintes au droit international.

Le conflit sert de prétexte à ceux qui veulent étendre et protéger leurs intérêts économiques. Ainsi, dans les régions présentant un intérêt économique important, par exemple pour leur richesse

minière ou agricole, plus de 60 p. cent des plus de trois millions de personnes déplacées à l'intérieur du pays ont été chassées de leur maison et de leurs terres.

Bien que plus de 30 000 paramilitaires aient été officiellement « *démobilisés* » au cours de ces trois dernières années dans le cadre d'un processus très controversé lancé par le gouvernement, de nombreux éléments montrent que les groupes paramilitaires restent actifs et continuent de se rendre coupables d'atteintes aux droits humains, telles que des menaces, des homicides et des disparitions forcées, parfois avec l'accord ou la complicité des forces de sécurité.

Ceux-ci sont régulièrement traités de subversifs par les forces de sécurité et leurs alliés paramilitaires. Cette qualification est fréquemment suivie de violations des droits humains, souvent à l'occasion de conflits sociaux ou de négociations sur les conditions de travail.

Luciano Enrique Romero Molina a été tué en septembre 2005. C'était l'un des dirigeants de la branche du département de César du SINALTRAINAL et d'une organisation de défense des droits humains, le Comité de solidarité avec les prisonniers politiques. Son corps avait été lardé de plus de 40 coups de couteau. Il avait travaillé pour la société Nestlé-CICOLAC à Valledupar, dans le département de César. En juin 2007, Nestlé avait informé Amnesty International que CICOLAC et Nestlé de Colombia avaient demandé aux autorités colombiennes d'enquêter sur le meurtre de Luciano Romero. À la date de rédaction du présent document, personne n'avait encore été traduit en justice pour ce meurtre.

Les circonstances de sa mort suggèrent que Luciano Romero a été tué en raison de ses activités syndicales. Le 28 février 2002, le SINALTRAINAL avait présenté à la société Nestlé-CICOLAC une série de revendications concernant l'amélioration des conditions de travail. Les parties n'étaient parvenues à aucun accord et les employés s'étaient mis en grève le 12 juillet. Au cours de la grève,

les menaces de mort des paramilitaires à l'encontre des dirigeants du SINALTRAINAL s'étaient multipliées. Un certain nombre d'employés, dont Luciano Romero, avaient été renvoyés en octobre 2002. Il avait alors fui le pays, craignant pour sa vie à la suite d'une série de menaces. Il était revenu en Colombie en avril 2005 et devait se rendre en Suisse en octobre de la même année pour témoigner sur les menaces de mort adressées aux syndicalistes représentant les travailleurs des usines Nestlé en Colombie. Son corps a été retrouvé le 11 septembre 2005 à la ferme de Las Palmeras, dans le quartier de La Nevada, à Valledupar. Cette zone était apparemment contrôlée par les paramilitaires, bien que les forces paramilitaires présentes dans la région aient officiellement engagé un processus de démobilisation entre décembre 2004 et mars 2006.

En Colombie, les syndicalistes sont confrontés à de sérieux risques de violations de leurs droits fondamentaux. Les gouvernements qui se sont succédés ont mis en œuvre une série de mesures pour renforcer la sécurité des syndicalistes, mais cela n'a permis de vraiment garantir cette protection ni à ces derniers ni à leur famille. La sécurité des syndicalistes ne pourra être assurée à long terme que si les autorités colombiennes décident de tout mettre en œuvre pour mettre fin à l'impunité dont bénéficie l'immense majorité des responsables des atteintes aux droits humains visant ces militants.

Agissez !

Envoyez vos appels :

- » **au président de la République**, señor Presidente Álvaro Uribe Vélez, Presidente de la República, Palacio de Nariño, Carrera 8 No.7-26, Bogotá, Colombie

Faites-lui part de votre préoccupation devant la crise des droits humains à laquelle sont confrontés les syndicalistes en Colombie, et priez-le instamment de veiller à ce que les autorités colombiennes prennent des mesures énergiques, en accord avec les personnes en danger, pour assurer leur sécurité. Demandez-lui de faire veiller à ce que les recommandations du Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme soient pleinement mises en œuvre. Priez-le instamment de faire en sorte que les menaces de mort proférées et les meurtres perpétrés contre des membres du SINALTRAINAL fassent l'objet d'enquêtes approfondies et impartiales, que les résultats soient rendus publics et que les responsables soient traduits en justice. Rappelez-lui que le gouvernement de Colombie a signé, en juin 2006, un Accord tripartite avec les syndicats et le patronat par lequel il s'engageait à mettre fin à l'impunité pour les auteurs d'atteintes aux droits humains des syndicalistes. Enjoignez-lui de

veiller à ce que l'unité spéciale d'enquête judiciaire mise en place aux termes de cet Accord pour enquêter sur ces atteintes aux droits humains soit dotée des effectifs nécessaires et de ressources suffisantes.

- » **au ministre des Affaires étrangères de votre pays**, en soulevant ces questions et en lui demandant comment votre gouvernement entend appeler les autorités colombiennes à suivre ces recommandations. Si le ministère est en contact avec des groupes de la guérilla, demandez à vos autorités de s'adresser à ces groupes pour qu'ils fassent cesser les meurtres de syndicalistes.
- » **à votre syndicat**, et priez-le instamment de soulever ces questions auprès des gouvernements de Colombie et de votre propre pays.

Plusieurs sections d'Amnesty International mènent actuellement d'autres actions de campagne sur la situation des syndicalistes en Colombie. N'hésitez pas à contacter celle de votre pays pour savoir si elle participe à l'action et pour lui demander comment vous pouvez y prendre part.

Amnesty International est un mouvement mondial regroupant 2,2 millions de personnes qui défendent les droits humains dans plus de 150 pays et territoires. La vision d'Amnesty International est celle d'un monde où chacun peut se prévaloir de tous les droits énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans d'autres textes internationaux. Amnesty International est indépendante de tout gouvernement, de toute idéologie politique, de tout intérêt économique et de toute religion. Notre action est en grande partie financée par les contributions de nos membres et par des dons.